

**NOTE D'INFORMATION**

# L'enjeu des compétences en Europe

## La demande de compétences ne suit pas l'offre et entraîne un risque accru d'inadéquation des compétences

D'après les principaux résultats des dernières prévisions du Cedefop sur l'offre et la demande de compétences dans l'Union européenne (UE) <sup>(1)</sup> pour 2010-2020 (encadré 1), malgré la persistance de difficultés économiques qui auront des incidences sur le nombre prévu d'offres d'emploi, il faut s'attendre au maintien des tendances dominantes, notamment des emplois exigeant des compétences plus poussées et un accroissement des emplois dans le secteur des services.

### Encadré 1: Prévisions de l'offre et de la demande de compétences jusqu'à 2020: principaux résultats

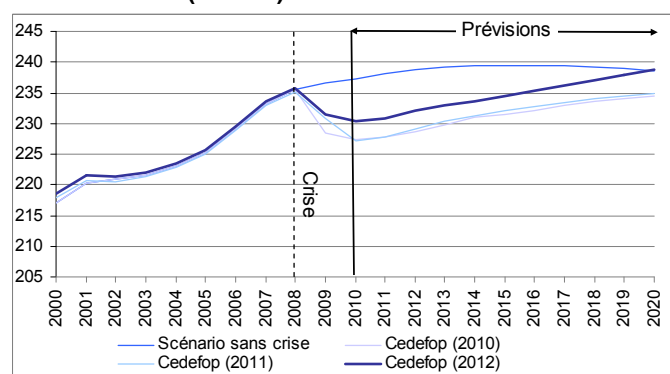
Ces prévisions font état:

- de quelque 83 millions d'offres d'emploi, soit une hausse nette modeste de l'ordre de 8 millions de nouveaux emplois (demande d'expansion), plus environ 75 millions de postes à pourvoir suite aux départs à la retraite ou autres formes de sortie du marché du travail (demande de remplacement);
- de perspectives d'emploi dans toutes les catégories professionnelles, mais avec des créations concentrées dans les tranches supérieure et inférieure du spectre de l'emploi, ce qui induit un risque de polarisation des emplois;
- de créations d'emploi attendues pour la plupart dans le secteur des services;
- du maintien de la tendance à des emplois exigeant des compétences plus poussées à tous les niveaux et du déclin de nombreux métiers manuels ou routiniers traditionnels;
- d'une population active plus hautement qualifiée, dont plus de 80 % sera titulaire au moins d'une qualification de niveau moyen;
- d'un retard de la demande par rapport à l'offre de compétences, qui risque d'entraîner une surqualification à court terme.

Ces prévisions tiennent compte des évolutions globales de l'économie jusqu'à octobre 2011 et des projections démographiques les plus récentes d'Eurostat. Les projections macroéconomiques à court terme de la Commission européenne prévoient une reprise économique modeste jusqu'à 2020, selon un scénario de poursuite du rééquilibrage budgétaire dans les États membres, de rétablissement de la confiance dans le secteur bancaire, de reprise de la confiance des consommateurs et de croissance économique hors de l'UE. Un modèle de projection révisé, utilisant de nouvelles données et validé par des experts nationaux, est appliqué depuis 2010.

Entre 2008 et 2010, l'Europe a perdu quelque 5,5 millions d'emplois en raison du ralentissement économique (Fig. 1).

Figure 1: Évolution de l'emploi et projections de 2000 à 2020 (EU-27+)



Bien que substantiel, ce chiffre est inférieur à ce que l'on craignait, grâce aux mesures politiques (notamment sous la forme de dispositifs de chômage partiel) que les États membres de l'UE et les partenaires sociaux ont mises en place afin d'éviter des pertes d'emploi. Les dernières prévisions du Cedefop pour la période 2010-2020 présupposent que les problèmes dans la zone euro ne déboucheront pas sur une autre crise et qu'une reprise modeste générera, à divers degrés, une croissance de l'emploi dans tous les États membres. Ces prévisions font état de quelque huit millions de créations d'emploi, mais près de 10 fois plus d'offres, soit quelque 80 millions, proviendront de la nécessité de pourvoir les postes laissés vacants par ceux qui quittent le marché du travail.



Le projet de prévisions de l'offre et de la demande de compétences est soutenu financièrement au titre du programme Progress (Programme communautaire pour l'emploi et la solidarité sociale, 2007-2013), géré par la direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne.

Ces prévisions sont établies tous les deux ans et seront une composante importante du **Panorama européen des compétences**, en cours d'élaboration.

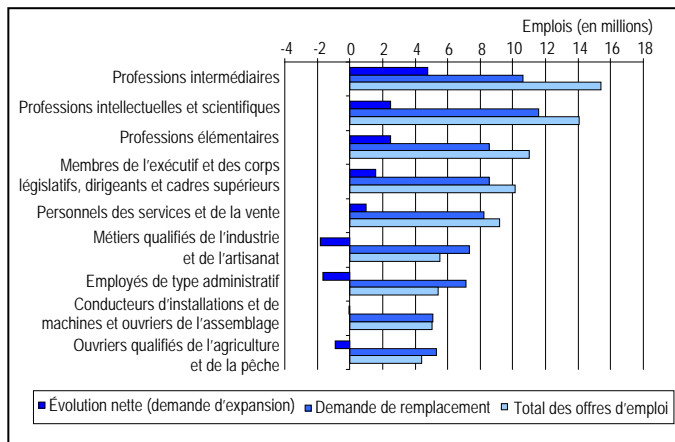
Les données sur les prévisions de compétences du Cedefop sont disponibles sur le site [www.cedefop.europa.eu](http://www.cedefop.europa.eu)

<sup>(1)</sup> Ces prévisions portent sur les 27 États membres de l'UE, plus la Norvège et la Suisse (dans les figures: EU-27+).

## Demande de compétences dans les divers secteurs et professions

Des perspectives d'emploi soient prévues dans toutes les professions (Fig. 2), mais la demande sera inégale. Les chiffres indiquent une certaine polarisation des emplois: les perspectives sont concentrées dans les emplois hautement et faiblement qualifiés, tandis que la croissance dans les professions intermédiaires est plus lente. Toutefois, la plupart des offres d'emploi continueront d'émaner de professions exigeant des qualifications de niveau moyen (y compris de nombreuses qualifications professionnelles), qui continueront d'employer environ 50 % des actifs en Europe.

Figure 2: Offres d'emploi globales (EU-27+)



Le tableau 1 montre les cinq groupes de professions où la demande de main-d'œuvre sera la plus forte au cours de la période allant jusqu'à 2020. Ces groupes représentent quelque 90 % des créations d'emploi prévues et quelque 40 % du nombre total des offres d'emploi.

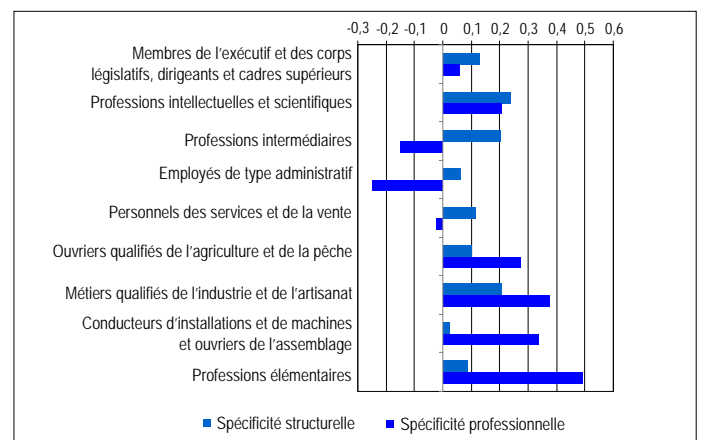
Tableau 1: Les cinq groupes de professions qui afficheront la plus forte demande jusqu'à 2020 (en millions d'emplois)

Groupe de professions	Demande d'expansion	Demande de remplacement	Demande globale
Autres professions intermédiaires	2.9	5.8	8.7
Professions élémentaires de la vente et des services	1.0	6.2	7.2
Personnel des services directs aux particuliers et des services de protection et de sécurité	0.5	5.6	6.1
Autres professions intellectuelles et scientifiques	2.0	4.0	6.0
Cadres de direction	1.0	4.1	5.1
<b>Total</b>	<b>7.4</b>	<b>25.7</b>	<b>33.1</b>

À tous les niveaux de compétences, les emplois offerts impliqueront des tâches non routinières, difficilement remplaçables par la technologie ou les changements organisationnels. Les liens entre niveau de compétences et routine ne sont pas directs. Les emplois faiblement qualifiés dans la production manufacturière peuvent avoir un caractère routinier, mais il en va de même pour de nombreux emplois qualifiés, y compris pour certains emplois de type artisanal ou administratif. Certaines professions élémentaires, par exemple dans les services de soins à la personne, n'ont pas de caractère routinier et sont relativement peu sensibles aux mutations technologiques ou organisationnelles.

Le degré de routine d'un emploi dépend de ses composantes spécifiquement professionnelles et structurelles. Les emplois faiblement ou moyennement qualifiés comportent davantage d'éléments spécifiques au poste, qui sont essentiellement les tâches professionnelles susceptibles d'être modifiées par les évolutions technologiques, organisationnelles, ou même législatives. La figure 3 montre, pour les différents groupes professionnels, le poids relatif de la spécificité professionnelle ou structurelle dans la croissance de l'emploi. Cela implique une refonte des cours d'enseignement et de formation professionnels (EFP) de niveau secondaire supérieur et postsecondaire préparant à l'exercice d'activités à forte spécificité professionnelle.

Figure 3: Croissance de l'emploi jusqu'à 2020: spécificité structurelle et professionnelle



Les tendances identifiées par les prévisions quantitatives sont étayées par des analyses qualitatives, qui distinguent tendances structurelles et tendances propres à un cycle économique. Le tableau 2 montre les secteurs qui devraient afficher les plus forts taux de croissance et ceux qui devraient décliner d'ici à 2020. Les secteurs appelés à croître, indépendamment des taux de croissance économique et des niveaux de demande, apparaissent dans la moitié supérieure de la colonne de droite. Les secteurs apparaissant dans la colonne de gauche sont plus sensibles au cycle économique et à divers facteurs externes, tels que les mesures politiques (législation sur l'environnement, par ex.) ou les bouleversements externes (forte hausse du prix du pétrole, par ex.). La plus grande part du commerce de détail, composée de supermarchés et points de vente, devrait conserver une bonne tenue. En revanche, les perspectives d'infléchir le déclin

prolongé de l'agriculture sont faibles. Dans l'industrie automobile, une forte hausse n'est pas envisageable sans un retour à une croissance économique durable. Un ralentissement considérable des pertes d'emplois est prévu dans l'industrie manufacturière.

Tableau 2: **Secteurs (\*) : croissance et incertitude**

		Incertain	
		Forte	Faible
Taux de croissance jusqu'à 2020	Fort	<ul style="list-style-type: none"> <li>Industrie pharmaceutique</li> <li>Construction mécanique</li> <li>Véhicules à moteur</li> <li>Construction</li> <li>Distribution</li> <li>Hôtellerie et restauration</li> <li>Transports terrestres</li> <li>Transport aérien</li> <li>Assurance</li> <li>Éducation</li> <li>Santé et action sociale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Activités manufacturières non classées ailleurs</li> <li>Distribution d'eau</li> <li>Commerce de détail</li> <li>Transports par eau</li> <li>Communications</li> <li>Activités de banque et services financiers</li> <li>Services informatiques</li> <li>Services spécialisés</li> <li>Autres services aux entreprises</li> <li>Services divers</li> </ul>
	Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pétrole et gaz</li> <li>Dérivés, boissons et tabac</li> <li>Bois et papier</li> <li>Imprimerie et publication</li> <li>Produits chimiques non classés ailleurs</li> <li>Caoutchouc et matières plastiques</li> <li>Produits minéraux non métalliques</li> <li>Métallurgie</li> <li>Électrotechnique et instruments électriques</li> <li>Électricité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Agriculture, sylviculture et pêche</li> <li>Houille</li> <li>Autres activités extractives</li> <li>Textile, habillement et articles en cuir</li> <li>Production de combustibles</li> <li>Produits métalliques</li> <li>Électronique</li> <li>Autres matériels de transport</li> <li>Production de gaz</li> <li>Administration publique et défense</li> </ul>

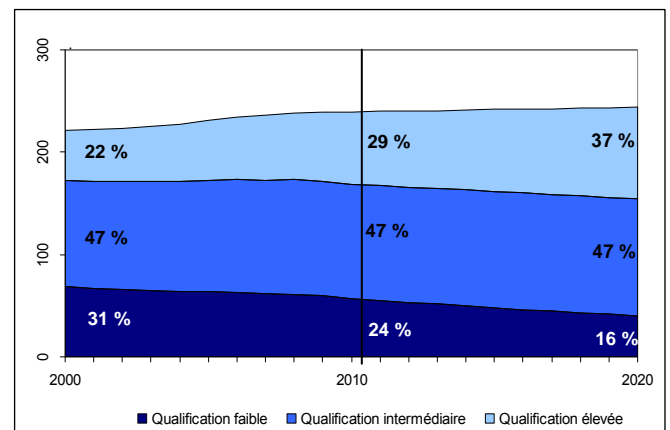
(\*) Les secteurs ne sont pas présentés par ordre de priorité.

Le rythme des changements structurels devrait ralentir par rapport à la décennie précédente, mais leur étendue et la demande de compétences qui s'y rattache diffèrent entre et dans les États membres. La production continue de se déplacer vers l'est, les activités manufacturières se concentrant dans les États membres d'Europe centrale et orientale. Dans certains des nouveaux États membres, la relance économique est portée par la spécialisation dans les activités de production et d'assemblage, ce qui se traduit par une concentration relative d'emplois moyennement qualifiés. Les niveaux de qualification comparativement élevés, les efforts pour contenir les coûts du travail et les meilleures infrastructures ont permis à certains États membres de maintenir leur compétitivité dans plusieurs industries manufacturières et les pertes d'emplois dans le secteur manufacturier dues à la délocalisation hors de l'UE ont été moins nombreuses que prévu. L'emploi hautement qualifié a augmenté d'une manière générale. Les nouvelles prévisions confirment que la plus grande part de la croissance de l'emploi jusqu'à 2020 émanera des services, notamment du tourisme, des soins de santé et des technologies de l'information, mais le rythme de cette croissance devrait connaître un léger ralentissement, pour partie en raison des mesures d'austérité et des réductions de dépenses et d'investissements publics et privés.

## Tendances de l'offre de compétences

Les types et niveaux de qualifications de la population active varient entre les États membres et on n'observe que peu de signes de convergence. Cela reflète les différentes traditions nationales d'éducation et de formation ainsi que les différences en matière de demande de compétences. Dans l'ensemble, le nombre d'individus moyennement ou hautement qualifiés en Europe continuera d'augmenter (Fig. 4) dès lors que, globalement, les jeunes auront des qualifications plus élevées que leurs aînés partant à la retraite.

Figure 4: **Population active par niveau de qualification, 2000-2020 (en millions)**



La proportion d'individus hautement qualifiés devrait augmenter pour dépasser le tiers de la population active. Les individus moyennement qualifiés continueront de représenter environ la moitié des actifs. La proportion de diplômés de l'enseignement supérieur est plus forte parmi les femmes que parmi les hommes. Au niveau professionnel, de plus en plus de femmes travaillent dans des secteurs traditionnellement masculins. Il sera de plus en plus difficile pour les jeunes peu ou pas qualifiés de trouver un emploi satisfaisant et le manque de perspectives d'emploi incite certains jeunes à prolonger leurs études ou leur formation.

La mobilité intracommunautaire, l'immigration dans l'UE de ressortissants de pays tiers et l'émigration de citoyens européens hors de l'UE modifient la taille de la population active ainsi que la composition des compétences dans les États membres et ont des implications importantes pour l'offre et la demande de compétences. L'analyse du Cedefop indique que la mobilité professionnelle entre les États membres n'a aucun impact négatif significatif (en termes de «fuite des cerveaux»). Toutefois, la plupart des Européens préfèrent ne pas rechercher un emploi dans un autre État membre ou dans un pays tiers, même s'ils possèdent les qualifications requises. Les données montrent que les migrations (y compris intracommunautaires) ne semblent pas creuser les déséquilibres ou les inadéquations de compétences dans les pays d'accueil. Globalement, il semble que l'immigration contribue à relever légèrement le niveau de qualification de la population active.

## Faire coïncider offre et demande de compétences

Les prévisions du Cedefop indiquent qu'en dépit des forts taux de chômage actuels, il existe aussi des signes de pénuries de compétences. Les pénuries les plus marquées sont observées dans les secteurs et professions où les travailleurs doivent posséder des qualifications hautement spécialisées, comme les sciences de la vie ou les professions intermédiaires de la santé et de l'enseignement, mais on observe aussi des signes de pénuries dans la vente et les services, ainsi que dans certaines professions élémentaires.

Afin de mieux appréhender les déséquilibres futurs de compétences, le Cedefop a élaboré un indicateur des difficultés potentielles de recrutement dans les professions, en analysant la probabilité de pourvoir un emploi avec un candidat possédant le niveau de qualification approprié. S'agissant des professions appelées à afficher la plus forte demande (tableau 1), il semble que, dans un futur proche, celles-ci n'auront guère de difficultés à recruter des candidats possédant le niveau de qualification approprié pour pourvoir les postes hautement qualifiés. En revanche, la vente, les services et les professions élémentaires pourraient rencontrer de très grandes difficultés. Cela dépendra du rythme de la reprise économique ainsi que d'autres facteurs, tels que la qualité des conditions de travail (potentiellement faible et préjudiciable à l'attrait de ces professions) et une demande de remplacement quantitativement significative.

Suivant les prévisions, le ralentissement s'est répercuté sur la croissance économique et la demande de compétences. De ce fait, pour les niveaux de qualification élevés, l'augmentation de l'offre sera initialement plus rapide que celle de la demande. La faible demande de main-d'œuvre renforce la concurrence pour les postes disponibles. Par voie de conséquence, les individus sont parfois moins réticents à accepter un poste pour lequel ils sont surqualifiés, voire un emploi à temps partiel ou moins avantageux, y compris sur le plan de la rémunération. Dans ces conditions, les individus hautement qualifiés prennent parfois la place de travailleurs plus faiblement qualifiés.

Lorsqu'elle demeure temporaire, la suréducation n'est pas nécessairement un problème. Les individus mieux qualifiés ont davantage de chances de conserver un emploi et, une fois en poste, ils peuvent faire preuve de davantage d'innovation et modifier la nature de l'emploi qu'ils occupent. En outre, les individus hautement qualifiés peuvent plus facilement transférer leurs compétences déjà acquises vers un autre secteur. Or les études du Cedefop montrent que la suréducation tend à persister. Dans ce cas, elle est préjudiciable à la productivité, dès lors que les travailleurs éprouvent découragement et frustration et que leurs compétences, qu'ils ne peuvent ni pleinement mobiliser ni développer, deviennent obsolètes.

L'inadéquation des compétences n'est pas un simple décalage entre les besoins du marché du travail et un niveau de compétences donné, mesuré en termes de qualification. Il s'agit souvent d'un manque de compétences «appropriées», et le décalage se situe entre les domaines de formation des diplômés et les domaines de compétences recherchés sur le marché du travail. Les employeurs soulignent les pénuries liées au trop petit nombre d'étudiants en sciences, technologies, ingénierie ou mathématiques et font état de pénuries dans des

professions spécifiques. À l'heure actuelle, environ 40 % des jeunes sortent du système éducatif avec un diplôme universitaire ou équivalent, mais il est difficile de prévoir les compétences spécialisées et les compétences plus larges dont ils auront besoin. Dans une certaine mesure, le souci d'acquérir les compétences «appropriées» se reflète dans le nombre croissant d'apprenants qui, au niveau secondaire supérieur, postsecondaire ou supérieur, optent pour une filière professionnelle.

Cela étant, le marché du travail n'est pas statique et les compétences «appropriées» évoluent dans le temps et dans l'espace. Les prévisions de compétences au niveau macro ont leurs limites et des analyses plus détaillées des compétences au niveau des secteurs, des pays ou des régions sont indispensables pour mieux faire coïncider l'offre et la demande. Les partenariats entre divers acteurs, notamment entre prestataires d'enseignement et de formation, partenaires sociaux et services de l'emploi, sont nécessaires pour améliorer l'information sur le marché du travail et la coordination. Cela peut avoir un coût, mais il en va de même pour l'inadéquation des compétences. Des services de conseil et d'orientation professionnels de meilleure qualité peuvent aider les individus à effectuer des choix plus éclairés en matière de carrière, d'études et de formation. Ils peuvent aussi aider les entreprises à prévoir leurs besoins et à développer les compétences en conséquence.

Une population active hautement qualifiée et dotée d'une solide formation est l'un des facteurs les plus déterminants, sinon le plus déterminant, pour la compétitivité européenne. Le fait que l'UE soit en bonne voie pour atteindre ses objectifs d'élévation des niveaux de qualification de ses forces de travail est une bonne nouvelle et un élément important pour la reprise économique. Toutefois, au regard de la conjoncture économique, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour réduire les inadéquations et pour garantir que l'Europe tire le meilleur parti possible de ses forces de travail, qui sont les plus hautement qualifiées et les plus talentueuses de son histoire.